



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

P519 ID 1535

Le Ministre aux Relations avec le Parlement

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:
16 NOV. 2015

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 13 novembre 2015

Personne en charge du dossier:

Jean-Luc Schleich

☎ 247 - 82954

SCL: PET 519 - 520 – 1316 / sp

Objet : Pétition n° 519 - Pour que les emplacements de stationnement pour les personnes à mobilité réduite deviennent nominatifs dans les quartiers résidentiels.

Pétition n° 520 - Pour que les amendes pour les personnes non autorisées qui stationnent sur les emplacements pour « Personnes à mobilité réduite » soient alourdies.

Monsieur le Président,

Comme suite à la demande afférente de la Commission des Pétitions du 23 septembre 2015, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures concernant les pétitions sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations
avec le Parlement

Fernand Etgen



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

241030/031892

Luxembourg, le 10 NOV. 2015

Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec
le Parlement

Service Central de Législation
43, boulevard F.D. Roosevelt
L – 2450 Luxembourg

Objet : Pétition 519 – Pour que les emplacements de stationnement pour personnes à mobilité réduite deviennent nominatifs dans les quartiers résidentiels

Pétition 520 - Pour que les amendes pour les personnes non autorisées qui stationnent sur les emplacements pour « Personnes à mobilité réduite » soient alourdies

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe les prises de position du Ministère du Développement durable et des Infrastructures concernant les pétitions n°519 et n°520 de Monsieur Cyril Perrichon, tout en vous priant de bien vouloir en assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.: 1316	SCC:
Entré le: 11 NOV. 2015	
CE:	CHD:
A traiter par: Sandy Rauldy	
Copie à:	

François Bausch
Ministre du Développement durable
et des Infrastructures

**Pétition n°519 – Pour que les emplacements de stationnement pour les personnes à mobilité réduite
deviennent nominatifs dans les quartiers résidentiels
du 6 juillet 2015**

Monsieur PERRICHON propose que les emplacements de stationnement pour personnes à mobilité réduite près de leur domicile deviennent individualisés.

Force est de constater que l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques dispose en son paragraphe 3 que « *les communes peuvent en particulier réglementer le stationnement et le parage (...) notamment sur les voies publiques des quartiers résidentiels (...) en faveur des véhicules des résidents (...). Elles peuvent aussi réserver le stationnement et le parage de certains emplacements signalés comme tels aux véhicules (...) servant au transport de personnes handicapées (...)* ».

Il en découle que le cadre légal ne permet pas aux communes de réserver des emplacements de stationnement ou de parage à une personne nominativement désignée mais seulement en faveur des véhicules utilisés par certaines catégories de personnes, telles que par exemple la police grand-ducale, les représentations étrangères officielles et les personnes à mobilité réduite.

Outre les considérations d'ordre pratique, pour ne citer que la signalisation, l'introduction d'emplacements nominatifs sur la voie publique reviendrait à créer en quelque sorte des emplacements de stationnement « privés » sur la voie publique et risquerait de créer une inégalité de traitement, alors que ces emplacements réservés sont censés être accessibles à toutes les personnes à mobilité réduite, titulaires de la carte de stationnement pour personnes handicapées.